

Bras de fer pouvoir/opposition au Parlement du Burundi

PANA, 20/01/2009 Bujumbura, Burundi - Le quorum nécessaire de 2/3 des représentants du peuple a manqué, mardi matin, au Parlement burundais, pour procéder régulièrement au vote d'un projet de loi portant composition et missions des membres d'une nouvelle Commission électorale nationale indépendante (CENI), suite au boycott de la séance extraordinaire par les élus de l'opposition, mécontents, a-t-on appris de source parlementaire à Bujumbura. La session extraordinaire du Parlement a été reportée sine die et on ignore pour le moment si le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, se verra dans l'obligation de céder aux pressions de l'opposition comme par le passé pour débloquer la situation.

L'enjeu autour de la nouvelle CENI de cinq membres est la comparaison des secondes élections générales post-conflictuelles de 2010. Les raisons du blocage, quant à elles, tiendraient au fait que les principaux partis politiques de l'opposition parlementaire n'auraient pas été assez consultés sur le choix des membres de la nouvelle CENI. Le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU) et l'Unité pour le progrès national (UPRONA, ex-parti unique) rivalisaient, d'ailleurs, de communiqués de presse et de déclarations avisant qu'ils ne prendraient pas part à la séance extraordinaire convoquée par le président de la République, Pierre Nkurunziza, pour voter le projet de loi controversé. Le nom de Mme Clotilde Niragira, ministre de la Fonction publique, avait été proposé par le chef de l'Etat burundais pour présider aux destinées de la CENI, selon certaines indiscrétions glanées mardi dans les couloirs de l'hémicycle de Kigobe, le siège officiel de l'Assemblée nationale du Burundi. La cote de popularité de cette dame, juriste de formation, n'est pas la plus grande dans les milieux politiques de l'opposition, quand elle dirigeait le ministère de la Justice et Garde des sceaux, dans un passé récent. L'opposition lui reproche, plus particulièrement, aujourd'hui, une appartenance politique connue au parti au pouvoir qui serait de nature à fausser son impartialité dans le pilotage du processus électoral. Une autre grande figure de la nouvelle CENI serait Mme Sylvie Kinigi, une ancienne Première ministre sous le pouvoir éphémère de feu le président Melchior Ndadaye. Le président démocratiquement élu a été assassiné en octobre 1993 dans un putsch militaire au bout de seulement trois mois de pouvoir. L'opinion garde de Mme Kinigi, membre de l'UPRONA, le souvenir d'une gestion "chaotique" de l'après-putsch qui a été caractérisée par des massacres inter-ethniques sans précédent. D'autres personnalités pressenties pour faire partie de la nouvelle CENI sont deux religieux et un haut cadre de l'Etat au ministère des Travaux publics et de l'Équipement.